

Europe : les raisons d'une crise

L'Europe plongée dans la crise ?

C'est la réalité que reflète l'échec du Conseil européen des 16 et 17 juin (réunion des chefs d'État et de gouvernement) dominé par la dispute sur le budget de l'Union européenne.

Pourquoi cette crise ? Pour certains, la réponse est toute trouvée : c'est la victoire du non en France et aux Pays-Bas !

Depuis, la France serait « affaiblie » et les Européens ne s'entendraient plus...

Cet argument est inadmissible et mensonger.

Inadmissible : une fois de plus, comme pendant la campagne du référendum, on tente de culpabiliser celles et ceux qui ont voté non. Si l'Europe va de mal en pis, ce serait de leur faute et surtout pas de celle des dirigeants de l'Union et de ses États membres !

Mensonger : les problèmes budgétaires actuellement sur le devant de la scène ne sont pas apparus soudainement le 29 mai au soir ! Ils sont posés depuis des années et le dernier Conseil européen, il y a quelques mois les avait déjà abordés.

Ce n'est pas parce que les Français ont voté non que l'Europe va mal. C'est l'inverse : c'est parce qu'elle va mal qu'elles et ils ont voté non.

L'Union européenne est malade de dizaines d'années de politiques de chômage et de bas salaires, de mise en concurrence des salariés et des peuples, de casse de l'emploi stable, des droits sociaux et des services publics. Les conséquences sociales de ces politiques sont catastrophiques. Leurs conséquences économiques ne le sont pas moins. **Ainsi, toutes les prévisions de croissance sont revues à la baisse dans la « zone euro ».**

Or, tous les dirigeants européens sont d'accord pour aller plus loin encore dans le même sens. C'est le sens de l'« agenda de Lisbonne » (c'est-à-dire le programme de l'Union européenne pour 2005-2010), des directives de régression sociale telle la directive Bolkestein et de tous les autres projets de privatisation, de déréglementation, de précarisation... Tous sont des partisans acharnés du traité constitutionnel qui visait à rendre intangibles, pour une longue période, ces politiques libérales. Et tous ont décidé de ne pas augmenter le budget européen, ce qui revient à dire que l'élargissement à 25 doit se traiter par le dumping social et non par la solidarité.

Contre l'avis des 24 autres États membres, la Grande-Bretagne a exigé de voir diminuée sa contribution au budget européen de 5,1 milliards d'euros, les deux tiers de ce qu'elle devrait verser ! Elle avait obtenu cette faveur en 1984, lorsqu'elle était moins « riche » que la moyenne des pays européens. Aujourd'hui, elle est tout à la fois un des pays les plus développés de l'Union et l'avocat le plus acharné de l'ultralibéralisme. Son exigence pousse à son

Mille fois raison de se mobiliser

Les salariés, à l'appel de plusieurs organisations syndicales sont dans la rue pour l'emploi, les salaires, la réduction du temps de travail, la défense et le développement des services publics, la défense du droit du travail.

Or le gouvernement Villepin/Sarkozy choisi la fuite en avant dans l'ultra libéralisme : en accélérant les mesures de privatisation (GDF), en menant une attaque brutale contre le droit du travail avec la mise en place d'une période d'essai à l'embauche de deux ans et en octroyant de nouveaux cadeaux aux patrons sous le prétexte de créer des emplois.

Cette manière de rester sourd et de mépriser les messages que les salariés ne cessent de lui envoyer depuis plusieurs années par les luttes, les votes dont le dernier, le non majoritaire au référendum n'est pas le moindre, appelle une riposte populaire massive et déterminée. Les communistes feront tout ce qui est en leur pouvoir pour y contribuer

Parti communiste français

terme la logique actuelle : sacrifions l'agriculture européenne et les fonds de solidarité ; place à la guerre économique « libre et non faussée » !

C'est précisément ce qu'a refusé le peuple français par son vote au référendum, ce que contestent avec de plus en plus de force les peuples européens.

Pour entrer en vigueur, le traité constitutionnel doit être ratifié par tous les États membres. Deux d'entre eux ont dit non. Ce traité est donc rejeté.

Le verdict populaire doit être respecté. Le président de la République doit donc retirer la signature de la France et les instances européennes doivent déclarer ce traité caduc..

Ce respect de la volonté des peuples implique, dans le même temps, des mesures précises prenant à contre-pied l'offensive libérale en Europe. Les directives sur les services, le temps de travail, les transports ainsi que toutes les décisions imposant la mise en concurrence des services publics doivent être abandonnées. Des mesures de convergence sociales et fiscales permettant de lutter contre les délocalisations doivent être prises. Le statut et les missions de la Banque centrale européenne doivent être redéfinis pour la mettre au service de l'emploi et du développement humain, et les principes du pacte de stabilité doivent être remis en cause.

Pour soutenir ces exigences, les communistes proposent une pétition visant à recueillir un million de signatures.

Au-delà, la question posée est désormais celle de la construction d'une autre Europe, sur d'autres bases que celle de l'Europe libérale.

Ce sont les peuples européens qui mettent cette question à l'ordre du jour. Il faut leur donner les moyens de maîtriser cette nouvelle construction.

Les forces qui en Europe contestent le libéralisme sont nombreuses et diverses. Le débat doit s'engager entre elles, pour leur permettre de trouver les voies d'une convergence sur de grands axes de transformation de l'Union européenne et de contribuer ainsi à cette intervention des peuples européens.

Une première conférence de travail, ouverte à toutes les forces politiques, syndicales, associatives, altermondialistes, féministes qui voudront s'y associer se déroulera à Paris les 24 et 25 juin.

Ce processus de luttes et de débats doit se mener dans chaque pays, et bien sûr en France, avec les citoyennes et les citoyens. **Le 29 mai, notre peuple a pris la parole. Il doit la garder. C'est tout le sens des initiatives des communistes, avec toutes celles et tous ceux qui veulent faire œuvre utile en ce sens.**



Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

renvoyer à: Fédération du Pas-de-Calais du PCF, 66 rue de la Gare, BP 256, 62305 Lens cedex

Tél: 03 21 08 12 12

e-mail: fedepcf62@wanadoo.fr

web: <http://www.pcf62.com/>

constitution 16/06/2005

Infos, communiqués, tracts ou pétitions, retrouvez la section d'Hénin-Beaumont du PCF sur son blog
<http://pcfheninbeaumont.over-blog.com>